

LA DEUX

«Il est très difficile de corriger les idées erronées une fois qu'elles circulent sur internet et dans les réseaux sociaux»

L'Organisation mondiale de la Santé

Twitter, blogs, email... les nouveaux médias ont perturbé la communication autour de la grippe pandémique H1N1, a estimé mardi l'OMS. La gestion internationale de la grippe pandémique H1N1 est évaluée depuis lundi à Genève par des experts.

+25%

La croissance annuelle des revenus de l'internet mobile d'ici 2015. Les revenus tirés de l'internet sur téléphone mobile, grâce notamment à la pénétration accrue du marché des smartphones, vont progresser de 25% par an d'ici 2015 en Europe, permettant aux opérateurs de compenser le déclin du chiffre d'affaires des appels, selon une étude du cabinet Arthur D. Little et Exane BNP Paribas.

Epinglé par Vadot



Editorial



par Vincent Georis

Journaliste Entreprises

L'éolien belge sans souffle

Il n'est pas loin le temps où les partisans de l'énergie éolienne étaient considérés comme des doux rêveurs. En Belgique, du moins, on avait l'habitude d'assimiler l'idée de du vent. Avec pour principal résultat qu'aujourd'hui, en 2010, le parc éolien belge est un des plus petit d'Europe et que le niveau d'emploi y est un des plus faibles. Certes, des efforts ont été entrepris pour déployer le secteur, avec les projets en Mer du Nord et quelques parcs en Région wallonne, mais, comparé au reste du monde, le résultat est maigre. Dans la grande majorité des économies développées et émergentes, l'éolien s'est imposé comme une évidence pour les investisseurs, tant en raison des rendements prévus à moyen terme, du potentiel d'emploi et de la sécurité d'approvisionnement. Le Portugal, par exemple, a installé 673 MW d'éolien en 2009, soit quatre fois plus que la Belgique lors de la même période. La capacité installée éolienne dans le monde devrait atteindre 409 GW en 2014. C'est plus que la capacité du parc nucléaire mondial actuel (370 GW). La Chine, elle encore, est à la pointe. Elle a installé 13,5 GW d'éolien l'an dernier, doublant son parc en un an. Une tendance qui se poursuit. Le gouvernement de Pékin a investi 6,5 milliards de dollars dans le renouvelable lors du premier trimestre 2010, selon les chiffres de l'agence Bloomberg. L'éolien fait partie, dans ces pays, d'un ensemble de solutions pour éviter de s'exposer à la dépendance à une seule source. Pourquoi notre pays reste-t-il à la traîne? Les entreprises du secteur sont prêtes. Selon ODE, l'association flamande des producteurs d'énergie renouvelable, il existe un potentiel de 7,3 GW d'ici 2020 sur le territoire belge. C'est bien plus que les objectifs que le gouvernement fédéral se propose d'annoncer dans son plan Climat à la Commission européenne en juin prochain. Il reste à espérer que, d'ici là, le ministre fédéral de l'Énergie sera attentif à cette évolution.

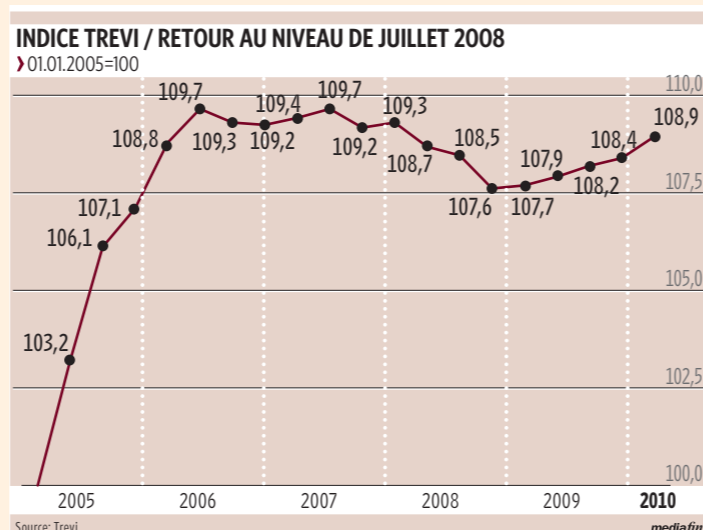
Le marché du logement a oublié la crise

Il aurait retrouvé sa vitesse de croisière, selon les notaires et le réseau Trevi.

ANALYSE
Jean Blavier

Bruxelles? Pas sexy pour un sou», disent les professionnels de l'immobilier en parlant du marché des bureaux de la capitale. «Pas sexy pour un sou, mais quand tout va mal on peut compter sur son caractère défensif». Les derniers chiffres sur l'évolution du marché résidentiel belge – baromètre des notaires, indice du réseau d'agences Trevi, activé sur le marché hypothécaire – font qu'on en vient à se demander si ce jugement liminaire ne vaut pas pour le logement aussi.

Certains ont crié haut et fort : «c'est la crise!» Lorsqu'on questionne les agents immobiliers, ils sont nombreux à dire que le marché des biens de haut de gamme a souffert – il souffre toujours d'ailleurs – et que les prix des immeubles de rapport bien situés et associés à des baux de qualité ont baissé de 10% maximum. Par contre, le gros du marché, c'est-à-dire l'unifamiliale dont le prix est proche de la moyenne régionale (125.000 euros en Wallonie, 175.000 euros en Flandre, 285.000 euros à Bruxelles), n'a pas connu de crise - ou si peu. Selon le réseau d'agences Trevi, les prix (affichés) n'ont jamais baissé



de plus de 2%. Il faut toutefois nuancer ce constat puisque certains vendeurs, compte tenu du tassement (réel ou supposé) des prix, ont retiré leur bien. La baisse du nombre des transactions enregistrées l'an dernier en témoigne.

Après une année de crisette allant plus ou moins de septembre 2008 à septembre 2009, on peut dire aujourd'hui que le marché belge du logement retrouve sa vitesse de croisière. Selon le Baromètre des notaires, le prix moyen de l'unifamiliale vendue au cours du 1^{er} trimestre de l'année a augmenté d'un peu moins de 2,5% (+ 2,5% en Wallonie, + 1,9% en Flandre, - 0,7% à Bruxelles). Le prix des appartements, lui, n'a progressé que de 1,1% (+ 1,5% en

Wallonie, + 0,3% à Bruxelles, + 0,9% en Flandre). Des chiffres qu'il convient aussi de nuancer sachant que, même si ce n'est pas politiquement correct de l'écrire, certaines transactions immobilières se font partiellement en noir. Le noir sert aussi d'amortisseur en période de crise (te), moins en Flandre sans doute où l'abaissement des droits d'enregistrement (de 12,5 à 10%) et leur «portabilité» (ils peuvent être imputés sur la transaction suivante) a réduit l'attrait des dessous de table.

Pour acheter sa maison ou son appartement, le Belge emprunte. Comme le volume des transactions est reparti à la hausse, il est normal que le prêt au logement suive. Selon le dernier baromètre

indicatif de l'Union professionnelle du crédit (UPC), le nombre des nouveaux crédits hypothécaires a augmenté de 35,9% en mars (par rapport à mars 2009) et les montants sous-jacents sont en hausse de 44,2%. Apparemment, cette hausse est due aussi au fait que de plus en plus de ménages investissent dans les économies d'énergie, dit-on à l'UPC. Enfin, selon le réseau d'agences immobilières Trevi, qui publie chaque trimestre un indice dont la première qualité est qu'il remonte, de trois mois en trois mois, à janvier 2005, le prix moyen affiché dans notre pays pour un logement a progressé fin mars de 0,5% par rapport à janvier et de 1,25% par rapport à janvier 2009, lorsqu'il était au plus bas.

Ce qui amène à se poser la question suivante : est-ce le moment d'acheter? «C'est toujours le moment d'acheter», répond un agent immobilier. Si vous voulez le faire au plus bas, vous pouvez gagner, sur un logement moyen, quelque chose comme 3 ou 4%. Mais si ça vous prend un an pendant lequel vous devez louer, vous ne gagnez rien!»



Retrouvez toutes les statistiques sur l'évolution du secteur immobilier sur www.lecho.be



Le prix moyen de la maison unifamiliale est de nouveau en hausse en 2010.

© Frank Toussaint

Le haut-fourneau 6 rallumé dans les prochains jours

Le rallumage du haut fourneau d'Ougrée, qui aurait dû se faire lundi, a été postposé selon la RTBF, information que la direction d'AcclorMittal a tenu à nuancer. Selon le porte-parole du groupe Etienne Botton, il ne s'agit pas de parler de retard à proprement parler. «Nous avons annoncé que la phase de démarrage débutait lundi, ce qui a été fait. Elle est toujours en cours, le délai était de 8 semaines, nous le respectons toujours puisque nous avons encore jusqu'à la fin de la semaine pour lancer le chaud», a-t-il expliqué. Le haut-fourneau 6 d'Ougrée devrait être de toutes façons rallumé dans les prochains jours.

Top 5 des articles les plus lus sur lecho.be

1. Wall Street a pesé sur la tendance
2. Fortis supprime sa sous-holding Fortis Brussels SA
3. L'immobilier repart à la hausse
4. Résultats attendus en forte hausse à Wall Street
5. L'iPad d'Apple, objet de convoitises mais aussi de moqueries...

Alexandre Bompard

Président-directeur général d'Europe 1

A 37 ans, il vole de succès en succès dans le secteur des médias. Il serait le candidat de Sarkozy pour diriger France Télévisions.

L'homme se retrouve au centre de la polémique et s'en serait sûrement bien passé. Alexandre Bompard, le pdg d'Europe 1, est pressenti pour reprendre la tête de France Télévisions. Un poste hautement symbolique dans l'Hexagone s'il en est. Du côté de l'Élysée, rien n'est confirmé même si la rumeur a fait tâche d'huile dans la presse française. Massivement relayée par les médias, elle a été tout aussi massivement critiquée. Il faut dire que Bompard est considéré comme un proche de Nicolas Sarkozy. Le voir au plus haut poste des télévisions publiques en générant alors plus d'un. Pourtant, d'un point de vue professionnel, le parcours de Bompard est exemplaire. A 37 ans, il peut se vanter de quelques très beaux faits d'armes. Né en 1972, ce Stéphanois est diplômé de Sciences-Po Paris. Un titre qu'il a complété par deux années passées à la prestigieuse Ecole nationale d'administration. Finissant parmi les meilleurs de sa promotion, il gravit rapidement les échelons du ministère français des Finances. En 2003, il affiche clairement une couleur politique en devenant conseiller technique pour François Fillon (UMP), alors ministre des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité. Sa légitimité comme candidat au plus haut poste de France Télévisions, même si il n'est pas officiellement demandeur, il la doit à ses succès dans le monde médiatique. En 2004, il entre chez Canal+ où il se forgera une belle réputation. Il y négociera notamment le rachat de TPS, le bouquet de chaînes par satellite. Promu directeur des sports en 2005, il arrivera à décrocher les droits de la Ligue 1 de football. Le redressement de la chaîne à péage en serait la conséquence. En 2008, il reprend la tête de la radio Europe 1 (contrôlée par le groupe Lagardère, dont le patron, Arnaud, est aussi un proche de Sarkozy). Alors cinquième radio du pays avec 7,5% de parts d'audience, elle reprendra en deux petites années la troisième place du podium, avec près de 10% de parts de marché, juste derrière France Inter (10,1%) et RTL (12,7%). La «success story» d'Europe 1, Sarkozy n'a d'ailleurs pas manqué de la vanter à des journalistes. Mais l'Élysée, qui n'aurait guère apprécié les fuites dans la presse, a démenti toute décision à propos de la succession de Patrick de Carolis, patron actuel de France télévisions. Ce dernier a marqué un point mardi. Le conseil d'administration de France Télévisions a décidé mardi de suspendre par 10 voix contre 5 (celles des représentants de l'Etat) la privatisation de sa régie publicitaire.



B.E.

La petite histoire

Avant les élections, on cache son diplôme!

Lors du débat télévisé de l'élection française de 2007, Ségolène Royal s'était félicitée de son passé universitaire et des compétences qu'elle y avait acquises. Erreur magistrale que les candidats aux élections législatives britanniques prennent soin de ne pas commettre. Les parlementaires les plus en vue évitent en effet, plus qu'avant, de citer leurs diplômes pour prouver leurs qualités. Selon la firme de relations publiques Madano, la proportion de politiques formés dans de grandes écoles privées ne cesse de progresser (trois fois plus qu'en 1997). Selon la même étude, la proportion de parlementaires ayant fait leurs études secondaires dans un établissement public passera de 46 à 30% après le 6

mai. Autrement dit, les élites se reproduisent plus que jamais mais mieux vaut camoufler cette réalité s'il faut convaincre des électeurs. Logique de communication pertinente, mais aussi adaptation à un contexte électoral particulier. Le candidat tory David Cameron descend de la grande noblesse britannique, son grand-père n'était autre que le Roi William IV (1865-1837), oncle de la reine Victoria. Cela ne joue pas forcément en sa faveur, les conservateurs font donc en sorte de ne pas creuser davantage le fossé les séparant du peuple britannique. La même recherche d'indifférenciation existe dans les autres partis, majoritairement issus du même moule éducatif élitiste.

Johann Harscoët, à Londres